



Burkina Faso

La présente fiche d'information Climat est une synthèse d'informations disponibles sur le climat du Burkina Faso, les changements climatiques et les effets de ces changements sur les activités humanitaires menées dans le pays. Les informations proviennent de revues spécialisées, de publications gouvernementales et de documents produits par des organisations non gouvernementales (ONG) internationales.

1. Le climat du Burkina Faso

Température annuelle moyenne :

augmente du sud-ouest (27 °C) vers le nord (30 °C)

Pluviométrie annuelle moyenne :

diminue du sud-ouest (1 200 mm/an) vers le nord (<600 mm/an)

Principal facteur de variabilité du climat :

1 – Zone de convergence intertropicale (ZCIT)

En bref

Le Burkina Faso se caractérise par un climat tropical sec et une saison des pluies allant de juin à septembre (figure 1c). Les variations pluviométriques sur l'ensemble du territoire sont dues au déplacement de la zone de convergence intertropicale (ZCIT). Durant la saison sèche, le climat est conditionné par l'harmattan, un vent de l'est chaud et sec, qui souffle de mars à mai. La température annuelle moyenne varie entre 25 °C et 32 °C, avec des minimales mensuelles de 17 °C en décembre et janvier et des maximales de 40 °C en mars et avril (figure 1c). Le phénomène d'oscillation australe El Niño (ENSO) engendre des variations périodiques irrégulières des températures, y compris de la température de surface de la mer, ce qui influence la variabilité interannuelle du climat et provoque des phénomènes météorologiques extrêmes, tels que des vagues de chaleur, des sécheresses et des inondations. Des précipitations

inférieures à la normale dans certaines parties du pays entre juillet et septembre sont généralement associées à la phase El Niño (températures chaudes) de l'ENSO.

De par sa grande diversité géographique, le Burkina Faso est exposé à un large éventail d'aléas environnementaux (hydrométéorologiques et géophysiques), directement exacerbés par les changements climatiques dans le pays. En 2022, l'indice de risque INFORM a classé le Burkina Faso 15^e sur 191 (Centre des connaissances en matière de gestion des risques de catastrophe, 2022).

1.2 Les changements climatiques au Burkina Faso

Changements climatiques passés

Changements climatiques prévus

Températures

- | | |
|---|---|
| <ul style="list-style-type: none"> ▪ La température annuelle moyenne au Burkina Faso a augmenté d'environ 0,2-0,3 °C/décennie de 1961 à 2015 (Gutiérrez <i>et al.</i>, 2021). ▪ La fréquence et l'intensité des chaleurs extrêmes ont augmenté, tandis que les froids extrêmes ont diminué (Seneviratne <i>et al.</i>, 2021). | <ul style="list-style-type: none"> ▪ D'ici à 2050, la température moyenne dans la région devrait augmenter d'au moins 2,5-3,5 °C dans le cadre d'un scénario de concentration élevée de gaz à effet de serre (SSP5-8,5) et de 2-3 °C dans le cadre d'un scénario de faible concentration de gaz à effet de serre (SSP2-4,5) (Gutiérrez <i>et al.</i>, 2021). ▪ Les températures minimales et maximales augmenteront. Les vagues de chaleur dureront plus longtemps, avec, pour chaque augmentation du niveau de réchauffement de la planète, des températures extrêmes qui dépasseront les valeurs préindustrielles. Parallèlement à la hausse des températures annuelles moyennes, le nombre annuel de jours de grande chaleur (où la température maximale quotidienne dépasse 35 °C) devrait augmenter, et ce avec un fort degré de certitude (Gutiérrez <i>et al.</i>, 2021, Ranasinghe <i>et al.</i>, 2021, Seneviratne <i>et al.</i>, 2021). |
|---|---|

Précipitations

- | | |
|---|--|
| <p>Aucune tendance ne se dégage clairement en matière de précipitations, en raison de la forte variabilité interannuelle naturelle. La variabilité des précipitations a augmenté. Les précipitations observées ont diminué à partir des années 1950 jusqu'aux années 1980, avec une reprise partielle à partir des années 1990.</p> | <ul style="list-style-type: none"> ▪ Les estimations relatives aux variations annuelles des précipitations pour le milieu du siècle (2040-2060) prévoient une augmentation dominée par la variabilité naturelle (Gutiérrez <i>et al.</i>, 2021). ▪ La fréquence et l'intensité des fortes précipitations devraient augmenter et entraîner des inondations et une érosion des sols (Seneviratne <i>et al.</i>, 2021). |
|---|--|

2. Priorités du Mouvement et changements climatiques

2.1 Renforcer les programmes de réduction des risques de catastrophe climato-intelligents, les actions précoces et la préparation

Aléa observé	Risque annoncé
Sécheresse	
<p>Les chaleurs extrêmes et les pénuries d'eau représentent un risque élevé dans tout le pays, ce qui signifie que des sécheresses et une « exposition prolongée à une chaleur extrême, entraînant des épisodes de stress thermique, devrai[en]t se produire au moins une fois au cours des cinq prochaines années » (ThinkHazard!). Les vents de sable et les infestations d'insectes peuvent également avoir des effets néfastes pendant la saison sèche (Banque mondiale, 2021).</p>	<p>L'augmentation prévue des températures maximales et l'augmentation probable des épisodes de sécheresse (Think Hazard!) entraveront l'élevage pastoral (Banque mondiale, 2021).</p> <p>La diminution de la durée de la saison des pluies et les incertitudes concernant l'augmentation des précipitations extrêmes peuvent engendrer un faible rendement des récoltes. Les activités de protection sociale et la mise en place de systèmes d'alerte précoce et d'action rapide peuvent atténuer la vulnérabilité des communautés (Banque mondiale, 2021).</p>
Inondations	
<p>Le nord et le centre du pays sont particulièrement exposés aux inondations en raison d'épisodes de sécheresse successifs. Ces 30 dernières années, ces régions ont subi des inondations graves à plusieurs reprises (Banque mondiale, 2021). Une aide internationale a dû être apportée pour y faire face en 2021, 2020, 2016, 2010, 2009, 2007 et 2006 (Fédération internationale, 2022).</p>	<p>Il n'est pas prévu que le volume et l'intensité des précipitations varient énormément. Toutefois, les changements environnementaux et l'utilisation des sols pourraient renforcer la vulnérabilité des communautés aux inondations (Think Hazard!).</p>
Épidémies	
<p>Des épidémies meurtrières de méningite éclatent régulièrement ; 1996 : 4 000 victimes ; 2001 : plus de 1 500 victimes ; 2006 : 600 victimes ; 2007 : 1 330 victimes ; et mars 2010 : 193 victimes. Elles surviennent généralement d'octobre à mai, soit en période de sécheresse et de chaleur. Des épidémies de rougeole (2009) et de fièvre jaune (2008) ont également donné lieu à des interventions internationales (Fédération internationale, 2022).</p>	<p>La diminution de la durée de la saison des pluies et les incertitudes concernant la multiplication des précipitations extrêmes pourraient intensifier la chaleur et la sécheresse, créant des conditions propices à la prolifération de maladies.</p>

Il faut rappeler que bon nombre de ces aléas sont interdépendants et qu'ils se conjuguent pour former des risques complexes qui pèsent sur les mêmes régions et communautés. Ces risques doivent être vus comme une combinaison d'aléas, d'exposition et de vulnérabilité, qui ont pour effet de rendre certaines communautés et personnes, ainsi que certains secteurs, plus sensibles aux aléas. Tout projet devrait tenir compte des aléas mentionnés ci-dessus et de la combinaison de risques qu'ils sont susceptibles de former.

2.2 Réduire les effets des changements climatiques sur la santé

Les risques climatiques les plus importants pour la santé et la nutrition sont les risques accrus de vagues de chaleur, de maladies infectieuses, d'inondations, de réduction de la qualité et de la disponibilité de l'eau, et d'insécurité alimentaire (USAID, 2017). La forte dépendance du pays à l'égard d'une agriculture pluviale à petite échelle, couplée à une capacité d'adaptation extrêmement faible, à un système de santé précaire, à la pauvreté et à des installations sanitaires et d'hygiène insuffisantes, aggrave les problèmes de santé causés par les changements climatiques (Sorgho *et al.*, 2021, USAID, 2017).

L'allongement prévu des périodes prolongées de températures élevées exacerbera les risques de vagues de chaleur, ce qui aura de graves répercussions sur la santé des populations vulnérables, en particulier des personnes âgées et des jeunes (Sorgho *et al.*, 2021). Les décès imputables à la chaleur augmenteront chaque année d'environ 2 à 100 pour 100 000 personnes d'ici à la fin du siècle (Postdam Institute, 2020). Les changements climatiques devraient également entraîner des épisodes intenses et fréquents de précipitations torrentielles, qui augmenteront le risque de mortalité liée aux inondations, réduiront la qualité de l'eau et détruiront des terres agricoles, des infrastructures d'approvisionnement en eau et des habitations (USAID, 2017). En raison de la forte dépendance à l'eau de surface, il existe, pendant les périodes de fortes précipitations, un risque accru de contamination par l'eau susceptible de favoriser la propagation d'infections cutanées, de maladies parasitaires, de maladies d'origine hydrique et de maladies à transmission vectorielle, en particulier le paludisme (MSF, 2021, Sorgho *et al.*, 2021). Par ailleurs, le nombre d'infections respiratoires, de pénuries d'eau et de maladies qui y sont associées augmentera à mesure que les épisodes de sécheresse deviendront plus intenses et plus fréquents (USAID, 2017).

Les phénomènes météorologiques extrêmes risquent de perturber la productivité agricole, ce qui devrait augmenter les risques liés à la faim et à la malnutrition (Potsdam Institute, 2020). En outre, la baisse des rendements des récoltes aura des effets sur la survie et la nutrition des enfants (Belesova *et al.*, 2018). Enfin, les changements climatiques devraient accroître les risques pour la santé mentale et les troubles psychologiques, surtout chez les personnes âgées et les jeunes (Sorgho *et al.*, 2021).

2.3 Approvisionnement durable en eau : gestion des ressources, infrastructures et accès

Eau, assainissement et hygiène

Les risques climatiques majeurs pour les ressources hydriques au Burkina Faso sont les sécheresses, les inondations et l'érosion des sols, qui entravent la qualité et la quantité d'eau disponible (Ampomah, 2019). Par exemple, l'érosion des sols lors des inondations et des épisodes de sécheresse augmente la turbidité de l'eau et la contamine avec d'autres polluants. Les aléas climatiques endommagent également les infrastructures d'approvisionnement, ce qui accroît les risques de contamination des ressources hydriques (*ibid.*, 2019).

Selon l'indice ND-GAIN (2022), le Burkina Faso est extrêmement vulnérable aux facteurs de stress liés à l'eau. Aucun cours d'eau pérenne ne traverse le nord du pays, et il n'y a que deux cours d'eau sur le reste du territoire : les fleuves Mouhoun et Nakambé (Belemtougri *et al.*, 2021, USAID, 2017). En conséquence, les habitants du nord du pays recourent de plus en plus aux puits, aux réservoirs individuels et aux cours d'eau intermittents pour pourvoir à leurs besoins. De nombreuses personnes sont également tributaires de sources d'eau de surface, qui subissent les effets des changements climatiques (MSF, 2021). Ainsi, toute catastrophe climatique, telle qu'un épisode de sécheresse, est susceptible d'engendrer une crise de l'eau (WaterAid, 2021).

Il est probable que les sécheresses et les hausses de température d'origine climatique, associées à la croissance démographique, entraînent une diminution de la quantité d'eau disponible par habitant (Postdam Institute, 2020). Au vu du peu de sources d'eau souterraines dans le pays, la diminution prévue de l'infiltration des eaux en raison des fortes précipitations (augmentation du risque de ruissellement), des hausses de température et des sécheresses aggravera la crise de l'eau déjà en cours dans le pays (USAID, 2017). Rien qu'en 2021, 6 des 13 régions ont été touchées par la crise de l'eau provoquée par la sécheresse (MSF, 2021). Dans ces conditions, l'insécurité hydrique et le manque d'hygiène touchent les femmes et les enfants de manière disproportionnée (Dickin *et al.*, 2021).

Les inondations sont également considérées comme un aléa climatique important qui causera des dommages aux infrastructures d'approvisionnement en eau et d'assainissement et qui contaminera les ressources hydriques nationales (Dickin *et al.*, 2021). Il pourrait en découler une augmentation des risques de maladies d'origine hydrique, comme le choléra et les maladies diarrhéiques (Sorgho *et al.*, 2021).

2.4 Promouvoir des moyens de subsistance résilients face aux changements climatiques et favoriser la sécurité économique

La forte dépendance du pays à l'agriculture de subsistance à petite échelle, associée à sa faible capacité d'adaptation, rend son économie et ses moyens de subsistance très vulnérables aux changements climatiques (Sorgho *et al.*, 2021). L'agriculture, qui représente plus de 30 % du PIB du Burkina Faso, est le pilier de son économie (Traore *et al.*, 2022). Au total, 86 % de la population est tributaire de l'agriculture à petite échelle (cultures et bétail) (USAID, 2022). Les trois cultures les plus courantes sont le mil, le sorgho et le dolique. Mais bien qu'elles soient résistantes à la chaleur et à la sécheresse, leur rendement devrait diminuer en cas de températures supérieures à 35 °C (USAID, 2017). En raison des changements climatiques, la variabilité et la distribution irrégulière des précipitations auront probablement des répercussions sur la production agricole, les revenus, les moyens de subsistance et la sécurité alimentaire (Tankari, 2020).

Les sécheresses et les hausses de températures engendrées par les changements climatiques réduiront la production céréalière (ND-GAIN, 2022). Les pertes de rendement ont de graves conséquences pour la population, en particulier pour les personnes pauvres dans les zones urbaines et rurales, et entravent l'approvisionnement et la sécurité alimentaires (El-Bilali, 2021). L'augmentation de l'intensité des précipitations, surtout après des périodes de sécheresse prolongées, peut être catastrophique pour la composition des sols. Ce problème est aggravé par les taux de déboisement élevés que connaît le pays (Crawford *et al.*, 2016). Des modifications d'habitat dues à la désertification croissante qui progresse du nord vers le sud du pays ont été

observées (GFDRR, 2011). L'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) estime qu'environ un tiers du pays, soit 9 millions d'hectares de terres cultivables, est dégradé. Les estimations les plus récentes prévoient une augmentation de la quantité de terres dégradées allant jusqu'à 360 000 hectares par an (FAO, 2021).

Les changements climatiques pèseront non seulement sur les cultures mais aussi sur l'élevage, en raison de la moindre disponibilité de fourrage et d'eau et de la prolifération de parasites et de maladies animales (USAID, 2017). Ils pèseront aussi probablement sur d'autres moyens de subsistance dépendants des ressources naturelles, comme les activités économiques forestières (Belesova *et al.*, 2019).

La sécurité alimentaire au Burkina Faso est menacée par la conjugaison des aléas climatiques croissants, de la dégradation de l'environnement et des infestations de ravageurs (PAM, 2018). Il est établi que plus d'un cinquième des ménages se trouvent en situation d'insécurité alimentaire (chiffres de 2018), principalement à cause des aléas climatiques (qui s'ajoutent à la pauvreté structurelle, aux faibles rendements agricoles, à l'absence de filets de protection sociale et aux inégalités entre les sexes) (PAM, 2018).

2.5 Apporter des solutions aux déplacements induits par les changements climatiques et protéger les populations

Défis actuels et futurs en matière de déplacements

Le Burkina Faso connaît l'une des plus graves crises de déplacement interne d'Afrique, provoquée par une combinaison de facteurs, à savoir la pauvreté, les inégalités, la présence d'acteurs armés non étatiques et, de plus en plus, la dégradation de l'environnement et les changements climatiques. Entre 2018 et fin 2021, le nombre de personnes déplacées a été multiplié par 30, passant de 47 000 à 1,6 million (Internal Displacement Monitoring Centre, 2022). En parallèle, le pays abrite plus de 22 700 réfugiés et demandeurs d'asile, provenant principalement du Mali (HCR, 2022).

Les déplacements internes exercent une pression supplémentaire sur les régions souffrant déjà du manque de ressources naturelles, où les conditions de sécurité finissent par se dégrader (HCR (a), 2021). Les zones les plus pauvres et les plus touchées par la sécheresse, comme la région du Liptako-Gourma, ont connu des niveaux de déplacement et de violence extrêmement élevés, les tensions ayant été exacerbées par la diminution des ressources hydriques et des terres arables (HCR (b), 2021).

Des modélisations des migrations à l'intérieur et au départ du Burkina Faso, fondées sur différents scénarios climatiques, indiquent qu'à l'avenir, les flux migratoires totaux et internationaux les plus élevés auront lieu dans les climats secs. Si les études précisent que différents facteurs sociaux, économiques et politiques difficiles à mesurer entrent en jeu, cette idée corrobore néanmoins largement une récente modélisation des migrations mondiales imputables à la sécheresse, qui prévoit une explosion migratoire de 200 % dans le contexte des objectifs de l'Accord de Paris (Smirnov *et al.*, 2022).

Les vagues de chaleur ont réduit les migrations au départ du Burkina Faso (Nawrotzki et Bakhtsiyarava, 2017). Cependant, l'augmentation prévue du nombre de jours de chaleur extrême (Banque mondiale, 2021) représente une grave menace pour les personnes déplacées, en particulier les jeunes enfants et les personnes âgées, qui, en raison de leur statut de personnes déplacées, n'ont pas toujours accès à un logement ou à des infrastructures adéquates pour se rafraîchir. Globalement, la mortalité liée à la chaleur au Sahel devrait être multipliée par quatre d'ici à 2080 (HCR, 2021).

Besoins des migrants et des personnes déplacées

Plusieurs études menées auprès de travailleurs migrants saisonniers et de leur épouse au Burkina Faso ont révélé que la migration est une solution de dernier ressort, qui, souvent, ne fait qu'empirer le statut socio-économique des personnes. Il s'agit d'une décision induite par une nécessité de survie plutôt que d'un mécanisme positif d'adaptation aux changements climatiques (Vinke *et al.*, 2022). Pourtant, les migrations et les déplacements devraient augmenter au moins à court terme (DRC, 2021). La dimension de genre des déplacements est également flagrante, les femmes et les enfants représentant près de 80 % des personnes déplacées (Internal Displacement Monitoring Centre, 2022).

Protection

Si les experts ne sont plus aussi affirmatifs quant aux corrélations directes et explicites entre changements climatiques et violence (Yahaya Ibrahi, 2020), le changement de climat est bel et bien responsable de la violence à plusieurs égards. La désertification accrue et l'accès limité aux ressources hydriques et aux terres arables exacerbent les tensions et renforcent la lutte pour l'accès aux maigres ressources disponibles. Ces dernières années, les conflits entre les éleveurs et les agriculteurs pour l'accès aux ressources hydriques et aux terres fertiles se sont intensifiés (Relief Web, 2020). En outre, les régions où sommeillent des conflits sont souvent des régions où les aléas climatiques, l'insécurité alimentaire et hydrique et la pauvreté généralisée ont permis à des groupes armés d'« exploiter » ces tensions et de jouer sur les craintes de pénurie (Relief Web, 2020).

2.6 Ressources utiles

Informations pertinentes tirées de la [Contribution déterminée au niveau national \(CDN\) du Burkina Faso \(2021\)](#)

Objectif de réduction des émissions de gaz à effet de serre (GES) – L'engagement représente une réduction des GES de 29,42 % par rapport au scénario de référence (Business As Usual) d'ici à 2030. Il se concentre sur la gestion des terres, l'énergie, les transports et les déchets.

Actions d'adaptation – L'adaptation constitue surtout un avantage connexe de l'atténuation. Les mesures d'adaptation en matière de santé, d'infrastructures, de genre et de recherche ne sont que légèrement mentionnées. La CDN propose un budget de 2,8 milliards de dollars É.U. pour atteindre les objectifs d'adaptation dans le scénario inconditionnel (soit près du double du budget d'atténuation).

Intégration de la réduction des risques de catastrophe – La CDN pourrait avoir des impacts positifs sur la réduction des risques de catastrophe, mais les liens ne sont pas explicites.

Entité nationale désignée – Conservation de la Nature.

Principales parties prenantes – Ministère de l'Environnement et des ressources halieutiques. Partenariat CDN, Institut mondial de la croissance verte (GGGI), Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD), FAO, Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE), Climate Analytics, Agence allemande de coopération internationale (GIZ), et coopération avec la Belgique et l'Allemagne.

Informations pertinentes tirées du [Plan national d'adaptation aux changements climatiques \(PNA\) \(2021\)](#)

Actions d'adaptation – Intégrer les changements climatiques et la réduction des risques de catastrophe dans les politiques nationales.

Intégration de la réduction des risques de catastrophe – « Protéger les personnes et les biens contre les phénomènes climatiques extrêmes et les catastrophes naturelles » est l'un des objectifs d'adaptation à long terme du pays, parallèlement à la croissance, à la sécurité alimentaire, à l'assainissement, à la santé publique et à la régénération naturelle des écosystèmes. Les mesures détaillées de réduction des risques de catastrophe sont axées sur l'intégration de la dimension de genre, la sensibilisation, la surveillance des risques, les inondations, les assurances et le financement.

Principales parties prenantes – Partenariat mondial pour l'eau, Japon, PNUD, Fonds pour l'environnement mondial (FEM).

La politique nationale relative au climat présente une lacune, en partie comblée par les politiques environnementales régionales (de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest). Le PNA définit l'intégration systématique de l'adaptation aux changements climatiques dans les politiques comme l'un des axes stratégiques (ministère de l'Environnement et des ressources halieutiques, 2021).

Financements climatiques

De nombreuses activités et projets régionaux sont mis en œuvre dans le cadre du Programme d'appui à la planification et aux activités préparatoires du Fonds vert pour le climat (FVC). Deux projets nationaux sont également mis en œuvre, dont l'un met l'accent sur l'adaptation : « Projet de renforcement de la résilience climatique au Burkina Faso » (Projet HYDROMET) (GCF, 2022). Les Sociétés nationales ne peuvent pas solliciter directement de financement du [FVC](#), mais elles peuvent être un partenaire de mise en œuvre d'une entité accréditée (Centre sur le changement climatique (a), 2022).

Les Sociétés nationales peuvent étudier différentes options pour accéder à des fonds pour le climat via des fonds de moindre envergure, comme le [Programme de microfinancements du FEM](#) ou le [Programme des petites initiatives du Fonds français pour l'environnement mondial](#). D'autres sources de financement provenant de donateurs bilatéraux, de fonds nationaux ou de fonds multilatéraux pour le climat, comme le Fonds d'adaptation, l'initiative Risques climatiques et systèmes d'alerte précoce (CREWS) ou l'Alliance mondiale contre le changement climatique (AMCC+), peuvent également être envisagées (Centre sur le changement climatique (a), 2022).

Il est impératif d'élaborer des plans nationaux d'adaptation aux changements climatiques pour accéder à des financements climatiques.

Autres ressources

Centre sur le changement climatique (a), *Factsheet on Climate Finance*, 2022. . <https://www.climatecentre.org/wp-content/uploads/Fact-Sheet-on-Climate-Finance.pdf>

Centre sur le changement climatique (b), *Entry points for National Societies on Climate Finance partnerships*, 2022. <https://www.climatecentre.org/wp-content/uploads/Entry-Points-for-Climate-Finance-Partnerships.pdf>

Fédération internationale, Plateforme GO, *Toutes les urgences au Burkina Faso*, 2022. <https://go.ifrc.org/emergencies/all?country=181>

References

- Agence des États-Unis pour le développement international (USAID), *Climate Risks in Food for Peace Geographies* (Climate Risk Profiles), 2017. https://www.climatelinks.org/sites/default/files/asset/document/20170807_USAID%20ATLAS_FFP_BurkinaFaso.pdf
- Ampomah, B., « *The Impact of Climate Change on Water Supply in the Sahel Region: The case of Burkina Faso* », section Climate Change, International Water Association, 1^{er} février 2019. <https://iwa-network.org/the-impact-of-climate-change-on-water-supply-in-the-sahel-region/>
- Banque mondiale, « *Burkina Faso : Key Vulnerabilities* », Climate Change Knowledge Portal, 2021. <https://climateknowledgeportal.worldbank.org/country/burkina-faso/vulnerability>
- Belemtougri, A. P., Ducharne, A., Tazen, F., Oudin, L., et Karambiri, H., « Understanding key factors controlling the duration of river flow intermittency: Case of Burkina Faso in West Africa », *Journal of Hydrology : Regional Studies*, vol. 37, 100908, 2021. <https://doi.org/10.1016/j.ejrh.2021.100908>
- Belesova, K., Gasparrini, A., Sié, A., Sauerborn, R., et Wilkinson, P., « Annual Crop-Yield Variation, Child Survival, and Nutrition Among Subsistence Farmers in Burkina Faso », *American Journal of Epidemiology*, vol. 187, n° 2, 2018, pp. 242-250. <https://doi.org/10.1093/aje/kwx241>
- Belesova, K., Gornott, C., Milner, J., Sié, A., Sauerborn, R., et Wilkinson, P., « Mortality impact of low annual crop yields in a subsistence farming population of Burkina Faso under the current and a 1.5 °C warmer climate in 2100 », *Science of The Total Environment*, vol. 691, 2019, pp. 538-548. <https://doi.org/10.1016/j.scitotenv.2019.07.027>
- Burkina Faso, *Contribution déterminée au niveau national (CDN) du Burkina Faso 2021-2025*, 2021. https://unfccc.int/sites/default/files/NDC/2022-06/Rapport%20CDN_BKFA.pdf
- Crawford, A., Price-Kelly, H., Terton, A., et Echeverría, D., *Review of Current and Planned Adaptation Action in Burkina Faso*, 2016. <https://www.iisd.org/system/files/publications/idl-55876-burkina-faso.pdf>
- Danish Refugee Council (DRC), *Displacement Forecasts 2021*, DRC, Copenhagen, 2021. https://drc.ngo/media/d0kmxha2/220119_foresight_preliminary_displacement_forecast_2022_2023.pdf
- Dickin, S., Segnestam, L., et Sou Dakouré, M., Women's vulnerability to climate-related risks to household water security in Centre-East, Burkina Faso, *Climate and Development*, vol. 13, n° 5, 2021, pp. 443-453. <https://doi.org/10.1080/17565529.2020.1790335>
- Dispositif mondial de réduction des effets des catastrophes et de relèvement (GFDRR), *Climate Risk and Adaptation Country Profile, Burkina Faso*, 2011. https://climateknowledgeportal.worldbank.org/sites/default/files/2018-10/wb_gfdr_climate_change_country_profile_for_BFA.pdf
- El-Bilali, H., « Climate change-food security nexus in Burkina Faso », *CABI Reviews: Perspectives in Agriculture, Veterinary Science, Nutrition and Natural Resources*, 16(009), 2021. <https://doi.org/10.1079/PAVSNR202116009>
- Fonds vert pour le climat (FVC), *Burkina Faso*, 2022. <https://www.greenclimate.fund/countries/burkina-faso>
- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) (a), *Burkina Faso*, 2021. <https://www.unhcr.org/uk/burkina-faso.html>
- Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés (HCR) (b), « *Climate change and conflict pursue displaced Burkinabes* », section News and stories, 25 janvier, 2021(b). <https://www.unhcr.org/uk/news/stories/2021/1/600e86334/climate-change-conflict-pursue-displaced-burkinabes.html>
- Kniveton, D., C. Smith, et S. Wood, « Agent-based Model Simulations of Future Changes in Migration Flows for Burkina Faso », *Global Environmental Change*, vol. 21, suppl. 1, pp. S34-S40, 2011. <https://tinyurl.com/3dj6hk9j>
- Médecins sans frontières (MSF), « *Burkina Faso : How conflict and climate change are worsening a water crisis* », section News and Stories, 3 juin 2021. <https://www.doctorswithoutborders.org/latest/burkina-faso-how-conflict-and-climate-change-are-worsening-water-crisis>
- Ministère de l'Environnement et des ressources halieutiques, *Plan national d'adaptation aux changements climatiques (PNA) du Burkina Faso, Burkina Faso*, 2021. https://www4.unfccc.int/sites/NAPC/Documents/Parties/PNA_Version_version%20française%20finale%20BF.pdf

- Nana, T. J., « Impact of Climate Change on Cereal Production in Burkina Faso », *Journal Of Agriculture And Environmental Sciences*, vol. 8 n° 1, 2019. <https://doi.org/10.15640/jaes.v8n1a2>
- Nawrotzki, R. J., et Bakhtsiyarava, M., « International climate migration : Evidence for the climate inhibitor mechanism and the agricultural pathway », *Population, Space and Place*, vol. 23, n° 4, e2033, 2017. <https://www.ncbi.nlm.nih.gov/pmc/articles/PMC5608457/>
- Notre Dame Global Adaptation Initiative (ND-GAIN), *Burkina Faso ND-GAIN Index 2022*, 2022. <https://gain-new.crc.nd.edu/country/burkina-faso>
- Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), *Action contre la désertification, Burkina Faso*, 2021. <https://www.fao.org/in-action/action-against-desertification/pays/action-against-desertificationactivitesafrica/burkina-faso/fr/>
- Oxfam International, « *Le changement climatique au Burkina Faso : une lutte contre vents et marées* ». <https://www.oxfam.org/fr/le-changement-climatique-au-burkina-faso-une-lutte-contre-vents-et-marees> (page consultée le 13 juin 2022).
- Postdam Institute for Climate Impact Research, *Climate Risk Profile: Burkina Faso*, 2020.
- Programme alimentaire mondial (PAM), *Burkina Faso Country Strategic Plan 2019-2023*, 2018. https://docs.wfp.org/api/documents/5fa1c88ae1354f498e3eeafeed1f4889/download/?_ga=2.180478759.1649562417.1619196855-1045741517.1616017235
- Relief Web, « *Climate change and conflict pursue displaced Burkinabes* », 2020. <https://reliefweb.int/report/burkina-faso/climate-change-and-conflict-pursue-displaced-burkinabes>
- Smirnov, O., Lahav, G., Orbell, J., Zhang, M., et Xiao, T., « Climate Change, Drought, and Potential Environmental Migration Flows Under Different Policy Scenarios », *International Migration Review*, 01979183221079850, 2022. <https://journals.sagepub.com/doi/abs/10.1177/01979183221079850>
- Sorgho, R., Jungmann, M., Souares, A., Danquah, I., et Sauerborn, R., « Climate Change, Health Risks, and Vulnerabilities in Burkina Faso: A Qualitative Study on the Perceptions of National Policymakers », *International Journal of Environmental Research and Public Health*, vol. 18, n° 9, 4972, 2021. <https://doi.org/10.3390/ijerph18094972>
- Tankari, M. R., « Rainfall variability and farm households' food insecurity in Burkina Faso: nonfarm activities as a coping strategy », *Food Security*, vol. 12, n° 3, 2020, pp. 567-578. <https://doi.org/10.1007/s12571-019-01002-0>
- ThinkHazard!, Burkina Faso. <https://thinkhazard.org/fr/report/42-burkina-faso/DG>
- Traore, O., Wei, C., et Rehman, A., « Investigating the performance of agricultural sector on well-being: New evidence from Burkina Faso », *Journal of the Saudi Society of Agricultural Sciences*, vol. 21, n° 4, 2022, pp. 232-241. <https://doi.org/10.1016/j.jssas.2021.08.006>
- Vinke, K., Rottman, S., Gornott, C., Zabre, P., Schwerdtle, P. N., et Sauerborn, R., « Is migration an effective adaptation to climate-related agricultural distress in sub-Saharan Africa? », *Population and Environment*, vol. 43, 2022, pp. 319-345. <https://link.springer.com/article/10.1007/s11111-021-00393-7>
- WaterAid, *Climate Change and Water Security : Case of Burkina Faso and Niger* (Advocacy brief), 2021. <https://washmatters.wateraid.org/sites/g/files/jkxooof256/files/cambio-climtico-y-seguridad-hdrca-en-burkina-faso-y-nger-informe-de-incidencia-politica.pdf>
- Yahaya Ibrahim, I., *Role of climate change in Central Sahel's conflicts: not so clear*, 2020. <https://www.crisisgroup.org/africa/sahel/role-climate-change-central-sahels-conflicts-not-so-clear>